

CONTRIBUTION DE Mme FORET

Actuellement l'installation de nouveaux terminaux méthaniers est-elle bien nécessaire ? Va-t-elle dans le sens de l'histoire ? Elle s'inscrit, nous dira-t-on, dans la demande toujours croissante des pays industrialisés et des pays émergents en énergie. Mais cela ne va-t-il pas à l'encontre des phénomènes observés dans la nature ? Si la banquise continue à fondre à la vitesse actuelle –phénomène non prévu- la prise de conscience mondiale s'accélèrera d'autant plus, et pour leur survie, les populations, les gouvernements ne pourront plus faire l'économie d'une révolution sur leur rapport à l'énergie : aussi bien, sur les quantités consommées, que leurs formes, et de la réflexion, on passera à la décision. D'ailleurs les prémices se retrouvent dans l'objectif que s'est fixé l'U.E. : 12 % de la consommation énergétique en 2010 devraient provenir d'énergies renouvelables, et aussi dans la proposition d'Al Gore, par exemple, de réduire aux Etats-Unis la consommation d'énergie ; toutes nos décisions en matière d'énergie doivent s'alimenter de cette réflexion.

En ce qui concerne plus particulièrement la France, si vraiment ses ressources en énergie sont jugées insuffisantes, pourquoi a-t-elle cédé à l'Italie des quantités importantes de gaz, via ses propres gazoducs, gaz qui lui était initialement destiné ? En fait, la réponse nous la connaissons, l'implantation des terminaux méthaniers –idem à ceux du projet 4Gas) s'est heurtée à l'opposition locale sollicitée pour les accueillir et G.D.F., sans concertation avec la population a décidé d'accepter pour la France l'implantation desdits terminaux à Fos et Montoir ! La population française concertée aurait-elle fait ce choix ? Les citoyens français auraient-ils accepté ce que les citoyens italiens refusaient ? Veillons à ce que la France ne devienne pas le rebut de l'Europe ! Et encore, la France désire-t-elle diversifier la provenance de ses ressources pour s'assurer une plus grande indépendance ? On sait que la Russie est un gros fournisseur : sa dépendance aux pays de transit pose question mais son projet de construction de gazoduc traversant du Nord au Sud la Baltique doit lui permettre d'alimenter directement l'Europe, ce qui résout en grande partie, le problème et, n'oublions pas que le pays fournisseur a besoin de vendre pour vivre, la dépendance est réciproque.

Autre gros fournisseur de la France, l'Afrique du Nord et plus particulièrement, l'Algérie. Or en plus des gazoducs existants, d'autres projets sont à l'étude : Algérie-Espagne, Algérie-Sardaigne-Italie, Sardaigne-Corse-France. La solution GNL a été adoptée, dans un premier temps, par l'Algérie, vers les années 60, faute d'une technologie adaptée pour la pose des gazoducs en mer profonde, mais la technologie a évolué et le choix de l'Algérie se porte davantage actuellement sur le gaz, comme le montre sa politique de développement des gazoducs, essentiellement parce que le procédé de liquéfaction du GNL est très onéreux.

En conclusions, le GNL paraît être davantage une solution pour les pays émergents (Inde, Asie) que pour la France. L'implantation d'un terminal méthanier supplémentaire chez nous, ne paraît donc pas opportune.

Autre question fondamentale : l'implantation du port méthanier au Verdon apportera-t-elle du travail à la population en recherche d'emploi ?

A l'heure des délocalisations, tout azimuts, du chômage grandissant, de la peur, comme d'autres, de se retrouver à la rue, le projet d'implantation de n'importe quelle entreprise, crée un espoir immense et, pour la population en âge d'activité, et pour la population retraitée, qui, elle, sait bien, d'une part, que les « pensions » seront versées tant qu'il y aura suffisamment

d'actifs pour cotiser et qui, d'autre part, aurait bien mérité un peu plus d'accès aux loisirs plutôt que de participer généreusement à l'aide à sa descendance.

Mais que cherchent les entreprises qui délocalisent, et bien d'autres parmi celles qui s'installent en France, sinon le maximum de profit ? Et qu'elles en sont les retombées ? Sur l'emploi, on crée au plus juste des postes, ce qui a toujours des répercussions sur la sécurité, sur les conditions de travail et de rémunération des employés ; nous avons l'exemple de Fos : en ce qui concerne la main d'œuvre immigrée polonaise, tchèque, italienne sous payée... Et après la construction ? 35 emplois à Fos et pour les $\frac{3}{4}$ parachutés là, par mutation. Un port méthanier n'a rien à voir avec une usine de fabrication et, en conséquence, n'est pas créatrice d'emplois sur la durée. Par contre, a-t-on bien mesuré les pertes d'emploi liées à l'exploitation d'un complexe industriel sur le tourisme d'une part et sur l'implantation de certaines entreprises d'autre part ? En effet, la population qui s'installe pour travailler ici, fuit les nuisances des villes (et cela a été mon propre cas !). Elle fait le choix d'une bonne qualité de vie dans ce si beau sud ouest, et c'est rendu possible par le développement des nouvelles technologies – pour confirmation l'implantation sur Soulac d'une entreprise concernant l'informatique. Il est certain qu'à très faible revenu égal, on vit mieux au Verdon qu'en ville, et la population en demande d'emplois a plus à perdre qu'à gagner dans l'implantation d'un port méthanier.

Autre question, cette fois d'ordre environnemental : en fin de vie de site, on nous garantit qu'il sera rendu « nettoyé » et Monsieur le Directeur de 4Gas France de nous rassurer en nous citant pour exemple l'un de leurs sites dont ce fut le cas : Toutefois, il n'insiste pas sur la similitude des cuves : Etait-ce de simples cuves métalliques ou bien des réservoirs en béton ? Auquel cas, il n'existe pas de comparaison entre les deux procédures de destruction car franchement, est-ce simplement par devoir de mémoire que nous avons conservé tous les blockhaus dans la région ? Ou plutôt parce que l'opération est difficilement réalisable, voire trop coûteuse ? Il est vrai toutefois que le « béton armé » des blockhaus n'est pas le « béton contraint » des réservoirs beaucoup moins onéreux ! Et puis, la durée d'existence du site peut être plus courte que prévue, si l'installation n'est pas suffisamment rentable, on peut toujours délocaliser !...

Je pense donc qu'il faut être particulièrement vigilant sur la fiabilité des entreprises. Alors 4Gas France est-elle fiable ? Comment le savoir ? Elle est porteuse de plusieurs projets, mais parmi ceux qui ont vu le jour, aucune ne rentrera en fonctionnement avant la fin 2007. Pas de recul donc pour se faire une opinion.

Les réunions de débat public n'ont pas permis d'établir la confiance mais plutôt d'installer la méfiance. Et ce n'est pas curriculum vitae de Monsieur le Directeur de 4Gas France, diffusé dans la presse –sans doute pour rétablir la confiance, dont le manque a été cruellement ressenti par le concerné –qui y contribuera.

En effet, que nous importe que ce Monsieur soit un commercial hors pair, ou un linguiste exceptionnel ? Il aurait été plus rassurant pour nous d'apprendre qu'il était, par exemple, un scientifique ou un humaniste réputé. Et le contenu du dossier, document diffusé : « synthèse, document provisoire » n'est pas fait pour rétablir la confiance.

Dès les premières pages, on constate que les deux tableaux relatifs aux accidents sont incomplets, ne serait-ce que pour la France, manque au rappel :

- Le 5 mai 2007 : 3 citernes de gaz liquéfié explosent dans l'air sur une zone industrielle artisanale : plusieurs entreprises sont entièrement détruites,
- Mars 2007. un réservoir de méthane explose à Fature (Gironde)
- A Feyzin, suite à la mauvaise manipulation d'une vanne le gaz se répand et le passage d'une voiture le long du site donne lieu à une explosion.

Et rien, bien sûr, sur les risques causés par le terrorisme comme si le terrorisme, à l'heure d'aujourd'hui, n'était pas d'actualité, et pourtant, dans « Géopolitique de l'énergie » Jean-Pierre Favennec (Directeur Centre Economie et Gestion de l'Ecole du Pétrole et des moteurs) ne nous dit-il pas, je cite « la principale crainte est aujourd'hui de voir un supertanker ou un méthanier détourné, pour être utilisé comme bombe, lancée sur une installation portuaire, voire un terminal pétrolier ou de liquéfaction regazéification de gaz ».

Ce n'est pas par ces omissions que la confiance se crée.

Et que dire des nuisances dissimulées qui constituent un vrai danger pour la santé de la population ? Début des années 60, enseignante alors au lycée Juliette Bécacier à Lyon, j'ai personnellement vécu cette nuisance, lors de la construction du pont jouxtant le lycée et j'ai appris ce que signifiait « ne pas s'entendre parler ». Il s'en est suivi des dépressions nerveuses. Ici, dans le projet de 4Gas, les décibels dus à une similitude de causes s'ajouteront, il y aura un fond sonore constant avec des piques. Que l'on pense au bruit des puissants moteurs des pompes nécessaires à l'extraction du GNL des méthaniers pour le transférer dans les réservoirs. Alors que l'on ne vienne pas nous contester les 80 décibels.

La répercussion sur la santé nerveuse des habitants voisins (400 m du site), des enfants de l'école et de leurs professeurs est prévisible. Quel soulagement de constater que la DASS est partie prenante de notre inquiétude puisqu'elle participe aux réunions du débat public.

Je souhaite vivement que chaque parent prenne conscience de ce à quoi sera exposé son enfant, et ce n'est pas forcément évident, les parents vaquant à leurs occupations parfois très loin de l'école quand leurs petits y passent la journée.

Cette contribution n'a pas pour but de couvrir l'ensemble du problème, mais simplement d'apporter un éclairage de plus dans les domaines qui me semblent particulièrement sensibles, et je le conçois comme un acte de résistance.

Et je me prends à rêver : nous sommes ce mercredi 24 octobre, 20 h 00 passées la « 2 » dans le cadre du Grenelle de l'environnement nous informe : « le développement de l'énergie photovoltaïque a permis la création de 5 000 entreprise et de 35 000 emploi en Allemagne, alors pourquoi pas chez nous ? Et pourquoi pas au Verdon ? Nous avons bien autant de soleil en France qu'en Allemagne, non ?

Odile Forêt.

